

POINT DE VUE

Le tout-anglais, une doctrine obsolète

L'adoption globale de l'anglais comme panacée de la communication internationale est une idée dépassée et aux effets néfastes.

Les anglophones sont les premiers à le reconnaître.

Michaël OUSTINOFF

Avec près de 7 000 langues présentes dans le monde, c'est enfoncer une porte ouverte que de souligner l'utilité de disposer d'une langue internationale, *a fortiori* « planétaire ». Mais s'arrêter à cette évidence est un peu court.

En 1980, une grammaire de la langue anglaise nous expliquait tout de go que l'anglais était « the world's most important language ». Aujourd'hui, c'est au sein même du monde anglophone que cette vision des choses est remise en question. Il est curieux qu'en France, où la défense du tout-anglais atteint des sommets, on s'en fasse si peu l'écho. Pourtant, les faits sont là : à l'heure de la mondialisation, les insuffisances du modèle du tout-anglais sont criantes, y compris dans les sciences, qu'elles soient humaines ou « dures ».

Dès 1997, le linguiste David Graddol publiait une étude prospective pour le *British Council* intitulée *The Future of English ? A Guide to Forecasting the Popularity of the English Language*. Le message était clair : le tout-anglais constitue une impasse, et ce pour deux raisons. La première, c'est l'émergence du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine au sein d'un monde multipolaire. En haut de la pyramide, l'anglais est rejoint par l'espagnol, le hindi/urdu, l'arabe ou le chinois. C'est ainsi que le *New York Times* lancera en 2013 une version portugaise à l'intention du Brésil, après la chinoise en novembre 2012. Autrement dit, les Américains n'attendent plus

que les Chinois et les Brésiliens se mettent au tout-anglais. C'est là un renversement de situation assez spectaculaire.

La seconde raison invoquée par D. Graddol est que, dans un monde multilingue, ne connaître que l'anglais devient un handicap majeur, car cela empêche d'accéder à de vastes quantités d'information. Le réseau Internet en est l'illustration parfaite. Au début des années 2000, la part de l'anglais y avoisinait 80 pour cent ; en une dizaine d'années, elle est descendue au-

AU DÉBUT DES ANNÉES 2000, la part de l'anglais sur Internet était d'environ 80 pour cent. Elle est aujourd'hui inférieure à 30 pour cent.

dessous de 30 pour cent. Or selon qu'une langue représente près de l'ensemble d'Internet ou seulement le quart, la perspective n'est plus du tout la même.

En 2009, c'était au tour de la *British Academy* d'enfoncer le clou dans son rapport *Language Matters* (« La langue, ça compte ») en apportant la preuve, par l'absurde, des méfaits du tout-anglais. Le Royaume-Uni avait décidé en 2004 de rendre optionnelles les langues étrangères à l'école à partir de 14 ans : pourquoi s'en encombrer quand on parle déjà la « langue de la mondialisation » ? Selon le rapport, les effets collatéraux de cette politique sont aujourd'hui patents, à commencer dans l'enseignement supérieur et la recherche.

La maîtrise des langues étrangères y joue en effet un rôle central. Dans les humanités et les sciences sociales, il faut s'appuyer sur des études qui ne sont pas traduites, notamment en allemand, en français, en espagnol, en italien ou en russe. Ce sont en réalité toutes les disciplines qui sont touchées, où, affirme le rapport, « un manque de connaissances en matière de langues inflige un handicap certain aux chercheurs de nombreux secteurs du système universitaire britannique, ce qui a pour effet d'affaiblir la compétitivité du système dans son ensemble ».

Même son de cloche à la CBI (*Confederation of British Industry*), l'équivalent du MEDEF français : un rapport de 2012 déplore les lacunes de la Grande-Bretagne en la matière, car « un marché mondialisé exige des compétences en langues ». Et selon une étude réalisée en 2006 pour le gouvernement britannique, le manque à gagner lié aux langues serait d'environ 100 milliards d'euros pour les petites et moyennes entreprises européennes.

D'après la CBI, de quelles langues les entreprises britanniques ont-elles besoin ? En premier lieu, de l'allemand (50 pour cent), mais le français le talonne (49 pour cent), n'en déplaise à ceux qui, en France, ne cessent de prétendre que le français est une langue mineure par rapport à l'anglais... Viennent ensuite l'espagnol (37 %), le mandarin (25 %), le polonais (19 %), l'arabe (19 %), le cantonais (12 %), le russe (11 %), le japonais (11 %), le portugais (6 %) et le

coréen (3 %). On est très loin du tout-anglais dont on nous vante les bienfaits...

Cette prise de conscience, dont il existe d'autres exemples, n'a pas lieu qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. C'est aussi le cas en Allemagne, où la HRK, la Conférence des présidents d'université, demande à ce que l'on fasse machine arrière sur le tout-anglais. Dans une résolution de 2011, la HRK va jusqu'à parler de « distorsion de la concurrence », les chercheurs qui ne sont pas de langue maternelle anglaise n'étant pas à égalité avec les anglophones pour publier dans les revues scientifiques à facteur d'impact élevé, la plupart en anglais.

On connaît l'adage *Publish in English or perish*. Ce n'est nullement une fatalité. Il y a quelques décennies, le physicien bengali Satyendra Nath Bose, voyant son article rejeté par les revues de langue anglaise,

s'adressa en désespoir de cause à Einstein, qui le traduisit en allemand dans la revue *Zeitschrift für Physik*. L'article parut en 1924, donnant naissance à la statistique dite de Bose-Einstein et au terme de bosons, type de particules dont l'une d'elles, le boson de Higgs, a récemment défrayé la chronique.

Avant la Seconde Guerre mondiale, la science était polyglotte. N'est-il pas temps qu'elle le redevienne, et n'est-ce pas ce qui est en train de se produire ? Et plutôt que de prôner le tout-anglais au moment où le monde anglophone le considère comme obsolète, ne vaut-il pas mieux promouvoir un plurilinguisme raisonné et raisonnable, afin de faire face aux enjeux cruciaux de notre époque ? Comme le démontre le Cadre européen commun de référence pour les langues, sorte de guide en vue de l'apprentissage des langues élaboré par le Conseil de l'Europe

dès 2001, un tel objectif n'a rien d'utopique. N'est-ce pas là un « investissement d'avenir » stratégique, où la traduction (dont le coût, réputé exorbitant, ne représente en réalité que un pour cent du budget des institutions de l'Union européenne, soit moins de deux euros par citoyen et par an) est appelée à jouer un rôle majeur, puisqu'il est impossible d'apprendre toutes les langues ? Poser la question, c'est y répondre. ■

Michaël OUSTINOFF, maître de conférences à l'Université Paris 3- Sorbonne Nouvelle, est actuellement en délégation à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, à Paris. Il est l'auteur de Traduire et communiquer à l'heure de la mondialisation (CNRS Editions, 2011).



Réagissez en direct à cet article sur www.pourlascience.fr

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Alimentation durable : agir du champ à l'assiette

Une analyse globale des systèmes alimentaires donne des pistes pour les rendre plus durables.

Catherine ESNOUF

Comment nourrir le monde aujourd'hui et demain tout en intégrant la notion de « durabilité » ? Lancé en 2009 par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) et le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), achevé en 2011, le projet du ALIne (Durabilité de l'alimentation face à de nouveaux enjeux) s'est penché sur la question. À l'inverse de nombreuses études, il ne s'est pas focalisé sur l'agriculture, mais a surtout considéré les systèmes alimentaires situés en aval : la transformation, la distribution et la consommation (le régime alimentaire, les quantités consommées...).

Quelque 125 chercheurs du secteur public et de l'industrie ont ainsi dressé l'état des lieux des systèmes alimentaires à l'échelle de la planète. Un exemple illustre bien la nécessité de prendre en compte ces systèmes de façon globale : en l'an 2000, aux États-Unis, l'agriculture ne représentait que 22 pour cent de la consommation d'énergie liée à l'alimentation. Le reste était lié aux diverses opérations en aval : 13 pour cent pour le transport, 31 pour cent pour la préparation domestique (stockage, cuisson...), etc.

Le transport, notamment, entraîne des flux considérables, les produits alimentaires représentant 20 pour cent des flux de marchandises ; s'y ajoutent les déplacements des consommateurs vers les lieux d'achat.

Précisons qu'une plus grande distance parcourue n'implique pas toujours un impact environnemental supérieur. La viande de mouton congelée importée par bateau de Nouvelle-Zélande, par exemple, peut avoir moins d'impact que la viande locale, l'agriculture y étant pratiquée de façon extensive et le transport par bateau étant écologique.

Le projet du ALIne a apporté de nouveaux éléments à plusieurs controverses majeures, telles que l'impact carbone (la quantité de gaz à effet de serre émise par la production, la transformation et le transport des produits, en équivalent CO₂) d'une alimentation majoritairement carnée. Celle-ci est réputée entraîner plus d'émissions de gaz à effet de serre qu'une alimentation fondée sur des